

Politique

**Le Capitaine Amadou Sanogo: «J'ai sauvé le Mali»**

Beaucoup de gens pensent que le leader de facto du Mali, le capitaine Amadou Sanogo a plongé le pays dans une crise profonde en perpétrant un coup d'Etat il ya un an. Cependant le capitaine Sanogo, lui-même, ne voit pas les choses de cette façon. Dans une interview accordée à SPIEGEL il affirme avoir aidé un malade, l'ancien régime, à mourir en marquant le début d'un nouveau départ. Le capitaine Amadou Sanogo affirme être juste un simple soldat. Mais officieusement, le capitaine âgé de 40 ans est l'homme fort du Mali depuis le coup d'Etat qui a renversé le gouvernement du président Amadou Toumani Touré en fin mars l'année dernière. Il avait également suspendu la constitution avant de remettre le pouvoir à un gouvernement de transition sous la pression internationale, mais il reste le leader de facto du Mali. Dans les semaines qui ont suivi le coup d'Etat, des islamistes ont le pris le contrôle du nord du Mali. Le pays autrefois instable mais toujours démocratique est désormais en danger de devenir la prochaine Somalie. Malgré cela, Sanogo affirme à SPIEGEL avoir sauvé le pays. SPIEGEL: M. Sanogo, regrettez-vous d'avoir plongé votre pays dans le chaos avec le coup d'Etat perpétré il ya un an ? Sanogo: Qu'est-ce que vous racontez? J'ai sauvé le pays! Nous étions au bord de la ruine à l'époque. SPIEGEL: Mais c'est seulement après que vous ayez pris le pouvoir que les islamistes ont mis en place un régime de terreur dans le nord et instauré la charia. Cela ne saurait être votre objectif, n'est-ce pas? Sanogo: L'armée malienne avait déjà été défaite par les rebelles touaregs avant cela, c'est pourquoi je suis intervenu. Cette armée est un désastre, complètement pathétique. Elle manque d'équipement, elle est mal formée et corrompue. Nous avons des officiers qui n'ont jamais été à l'école. Un simple soldat blessé peut mourir dans la rue sans que personne ne lui vienne en aide, alors que le fils d'un général est transporté en Allemagne et soigné dans un hôpital de première classe juste pour avoir un mal de tête. SPIEGEL: Vous avez, vous-même, été formé aux États-Unis. Sanogo: J'ai fait à une école d'infanterie, des diverses formations militaires et travaillé comme interprète. L'Amérique est un grand pays avec une armée formidable. J'ai essayé de mettre en pratique ici toutes les choses que j'ai apprises là-bas. SPIEGEL: Comment votre coup d'Etat s'accorde avec ça? Sanogo: Coup d'Etat; ce n'est pas un joli mot. Je préfère dire que j'ai fait une opération médicale nécessaire. L'ancien président, Amadou Toumani Touré, ne savait pas que le pays était malade et avait besoin d'être soigné. Mais un patient qui refuse de prendre des médicaments va mourir. Et c'est ce qui s'est passé au Mali. L'ancien régime était malade et maintenant il est mort. J'ai l'aidé à mourir plus rapidement afin de marquer un nouveau départ possible. SPIEGEL: De quelle maladie souffrait-il? Sanogo: Le président Touré n'était pas un démocrate. Il était déjà clair avant les élections qu'il allait être président, et il a truqué les élections. Dans quel pays se fait ce genre de pratique dans le monde? Je l'ai alors renversé et nommé un président de transition, et maintenant nous attendons des véritables élections démocratiques. SPIEGEL: Ce n'est pas tout à fait vrai. Bien que le taux de participation ait été faible, les observateurs ont conclu qu'il s'agissait d'une élection juste. Mais, s'il vous plaît, expliquez nous ceci: Comment fonctionne exactement un coup d'Etat? Sanogo: Je ne vous le dirai pas. Peut-être que j'en parlerai plus tard, mais tout ce que je peux vous dire maintenant, c'est que chaque coup d'Etat est différent et qu'il n'existe aucune formule sûre. SPIEGEL: Pourtant, vous n'avez pas réussi à libérer le nord des islamistes, et c'est pour cette raison que les troupes françaises sont en intervention au Mali depuis deux mois et demi, et maintenant l'armée allemande va également former les soldats maliens. Sanogo: Les Français sont les bienvenus, tout comme les Allemands. SPIEGEL: Cela n'a pas toujours été votre position. Sanogo: Vous ne devez pas croire les médias. Je suis content de l'intervention étrangère, et ça ne me dérange pas qu'elle soit de l'ancienne puissance coloniale. La chose la plus importante est que les islamistes ont été chassés. Nous n'aurions jamais pu le faire tout seul. SPIEGEL: Quel danger les islamistes présentent-ils pour le Mali et toute la région? Sanogo: Un vrai danger. Ces gars sont venus de tous les pays pour établir une base ici. Ils voulaient utiliser le Mali pour préparer sereinement des attaques sur l'Europe. C'est pourquoi la lutte contre le terrorisme est une question internationale, et pas seulement un problème malien. SPIEGEL: Les islamistes se sont retirés des villes du nord pour aller dans le désert. Combien de temps durera le conflit? Sanogo: Le conflit est loin d'être terminé, ce qui explique pourquoi les troupes étrangères doivent rester dans le pays. S'ils se retirent, tout va recommencer à zéro. Notre armée n'est pas capable de contrôler ce vaste espace sans appui étranger. Et les troupes de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ne peuvent pas le faire toutes seules non plus.

SPIEGEL: Le nord a été une zone instable pendant des décennies. Sanogo: Il est vrai que les Touaregs se rebellent constamment. Ils l'ont fait dans les années 1960, en 1990 et en 2007. Mais cette fois, une nouvelle forme de terrorisme a été ajoutée au mélange. Surtout, les islamistes disposaient d'armes et de beaucoup d'argent. Ces armes et cet argent ne viennent certainement pas du Mali, mais de l'étranger. Nous sommes préoccupés qu'il ne y ait des cellules dormantes qui se soient retirés vers des pays comme le Niger et n'attendent que pour frapper à nouveau.

SPIEGEL: Voyez-vous de différence entre les Touaregs et les terroristes? Sanogo: Si un Touareg rejoint un groupe islamiste, il est terroriste. C'est aussi simple que cela. SPIEGEL: Un nouveau président sera élu en juillet. Accepterez-vous le vainqueur, ou pourrait-il y avoir un autre coup d'Etat? Sanogo: Si les élections se déroulent correctement, je resterai en dehors de celles-ci. SPIEGEL: Vous ne vous présenterez pas aux élections? Sanogo: Je n'ai pas d'ambitions politiques, et je ne me présenterai pas aux élections. Mais si je le faisais, j'aurais une bonne chance de gagner, parce que je suis très populaire auprès des populations. SPIEGEL: M. Sanogo, je vous remercie pour cette interview.

Interview réalisée par Thilo Thielke

*Source: [spiegel.de](http://spiegel.de)*

## Gouvernement

### **A Gao, le Premier ministre exhorte la France à rester**

Le Premier ministre malien Diango Cissoko a exhorté jeudi à Gao (nord) l'armée française à rester au Mali, trois mois après le début de son intervention contre les islamistes armés et un début de retrait amorcé cette semaine. La visite de M. Cissoko à Gao est la première d'un Premier ministre malien depuis le déclenchement de la crise il y a plus d'un an dans cette région occupée et meurtrie par les islamistes liés à Al-Qaïda pendant presque toute l'année 2012, en partie chassés par l'intervention française. Accueilli par plusieurs personnalités civiles et militaires, parmi lesquelles des officiers français, M. Cissoko a rendu hommage à l'intervention de la France au Mali pour en chasser les islamistes armés. "La Nation malienne vous en sera éternellement reconnaissante", a-t-il dit.

*Source : AFP*

## Actualité

### **Impliqué dans l'affaire Air cocaïne : Le maire de Tarkint arrêté mercredi**

Recherché depuis février pour trafic de drogue et arrêté mercredi, le notable Baba Ould Cheikh fut aussi médiateur auprès d'Aqmi pour la libération d'otages occidentaux. Maire de la localité de Tarkint, ce quadragénaire figurait sur la liste des personnages visés par les mandats d'arrêt qu'émit le 8 février le parquet de Bamako, notamment pour « trafic international de drogue ». De même, son nom était apparu au détour de l'enquête sur l'extravagante aventure d'un Boeing 727 venu du Venezuela et affrété par un cartel de la came latino-américain, qui s'était posé en novembre 2009 en plein désert malien, et que les trafiquants locaux avaient incendié après avoir débarqué sa cargaison. Or, à la même époque, Baba Ould Cheikh fut aussi un médiateur influent dans les tractations engagées pour obtenir la libération d'otages occidentaux enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Au point de se voir mandater par l'ex-président Amadou Toumani Touré, alias ATT, renversé lors d'un putsch en mars 2012. Conseiller spécial du chef de l'Etat burkinabé Blaise Compaoré, le Mauritanien Moustapha Limam Chafi a raconté, en février dernier à L'Express, le rôle que joua l'intéressé lorsque, dans le cadre d'une mission visant à arracher le diplomate canadien Robert Fowler et son assistant des griffes de leurs geôliers islamistes, il rencontra pour la première fois l'émir d'Aqmi Mokhtar Belmokhtar.

*Source: L'Indicateur du Renouveau*

### **Crise au sein de la police : Siméon Keïta mis aux arrêts**

Plusieurs jours après l'arrestation de plusieurs de ses camarades, le très puissant secrétaire général du Syndicat de la police nationale a été interpellé mardi à l'école de la police où il suit des cours pour accéder au grade de commissaire. Cette interpellation porte à 22 le nombre des leaders du SPN proche de la junte mis aux arrêts depuis après la mort d'un soldat lors de l'opération de désarmement des syndicalistes. Et met en mal l'autorité du chef de la junte, le capitaine Amadou Haya Sanogo, le grand soutien de Siméon Keïta. Depuis le coup d'état du 22 mars 2012, il régnait sans partage sur la police nationale et est arrivé à imposer aux autorités une promotion exceptionnelle de ses proches.

Il s'est Siméon Keïta, secrétaire général du Syndicat de la police nationale, et surtout très proche du chef de la junte, le capitaine Amadou Haya Sanogo qui lui reconnaît son action décisive qui a permis de déjouer le contre coup d'état des bérets rouges du 30 avril 2012. De cette position il en abusera en terrorisant tous ses adversaires syndicaux et en bafouant totalement l'autorité de la hiérarchie dont le ministre de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile dont les décisions ont toutes été foulées au pied. Sa très grande disons sa trop grande puissance a fini par le perdre. Jeudi dernier, ses partisans attaquent d'autres policiers et provoquent la colère du Premier ministre qui ordonne samedi une opération de désarmement par des militaires et des gendarmes dont un perdra la vie. Mais, l'assaut a permis l'arrestation de 21 policiers dont l'adjoint de Siméon, Siriman Fané. Après quelques jours de recherche, le très puissant secrétaire général du Syndicat de la police nationale a été interpellé mardi à l'école de la police où il suit des cours pour accéder au grade de commissaire. Pour ses proches, il se serait rendu de lui-même. Quoiqu'il en soit, son arrestation met fin à une année de guerre fratricide entre les policiers.

**Source: L'Indicateur du Renouveau**

### **L'armée malienne épinglee après la mort de Touaregs en détention**

Deux Touaregs placés en détention après avoir été torturés par l'armée malienne sont décédés des suites de leurs blessures, selon Human Rights Watch. L'ONG exige l'ouverture d'une enquête. L'armée malienne de nouveau mise en cause. Deux Touaregs sont morts en détention dans la prison centrale de Bamako après avoir été torturés, révèle ce jeudi Human Rights Watch (HRW). Les deux hommes avaient été interpellés avec cinq autres Touaregs, le 15 février 2013, dans la ville de Léré, près de Tombouctou. L'armée malienne avait repris la localité fin janvier, suite à l'engagement militaire de la France dans le pays pour reconquérir le nord-Mali, tombé aux mains des groupes armés en mars 2012.

**Source: afrik.com**

### **La Misma continue de se déployer au nord du Mali**

Sur le terrain, le mouvement des troupes de la Misma se poursuit. Depuis mercredi matin, un bataillon burkinabé est à Tombouctou. C'est la première fois que la force ouest-africaine prend pied dans la ville sainte. Les burkinabés seront remplacés à Diabali et Nara par les troupes nigériennes, avec toujours le même objectif : sécuriser les zones libérées.

**Source : RFI**

## **Economie**

### **Industrie automobile au Mali : La 1ère usine de montage de véhicules Hyundai opérationnelle**

L'usine de montage de véhicules Hyundai et de véhicules militaires au Mali est fin prête pour présenter le premier véhicule entièrement monté dans notre pays. Le constat a été fait par le chef de Cabinet du ministre du Commerce et de l'Industrie, El Hadj Tiégoum Boubèye Maïga, lors d'une visite de terrain à l'usine, hier mercredi 10 avril 2013. L'usine de montage de véhicules Hyundai et de véhicules militaires de la Wad Youngsan Industrie SA au Mali, tant attendue, est désormais opérationnelle. Après deux ans de travaux d'installation, l'usine sera officiellement inaugurée ce lundi 15 avril par le Président de la République par Intérim, le Pr Dioncounda Traoré.

**Source : 22 septembre**

### **Bradage et pillage de l'HUICOMA : Aliou Tomota, Babou Yara et Hadja Mouye Sanogo sur la sellette**

Ces dernières années, les noms de Mme Simpara Saran Traoré, de Seydou Nantoumé, de Youba Bah ex DAF, de Madjou Simpara ou de Modibo Kéita du GDCM sont sur toutes les lèvres. Présents dans presque tous les rapports d'audit ou de vérification ces hommes et femmes feraient partie de ceux qui ont mis notre pays dans le gouffre. Parmi ces inféodés au régime d'ATT renversé, le 22 mars 2012, Aliou Tomota Babou Yara et Hadja Mouye Sanogo sont indexés pour avoir fait saigne l'HUICOMA. Lire notre gros dossier de ce jeudi. Dans le cadre de la restructuration du secteur coton la république du Mali a cédé à Aliou Tomota PDG du groupe Tomota sa part de 84,13% du capital social de l'Huilerie cotonnière du Mali (HUICOMA). À préciser au passage que la totalité du capital de cette société était estimée à 16.500.000.000 de Cfa (seize milliards cinq cent millions). La propriété de l'Etat c'est-à-dire son bloc majoritaire représentait 1.388.145 actions. Ainsi, les trois exemplaires originaux du protocole d'accord de cession ont été signés le 16 mai 2005 à Bamako par le ministre des domaines de l'état et des affaires foncières Mme Soumaré Aminata Sidibé et le PDG du groupe Tomota Aliou Tomota.

À l'époque, selon un tableau, la répartition du capital de l'HUICOMA se composait comme suit : Etat malien 1 980 400 (12,00%), Groupe Tomota 13 881 4750 (84,13%), Babou Yara 270 410 (1,64) Mme Sangaré Hadja Mouye Sanogo 122 860 (0,74), le personnel CMDT 122440 (0,74) et celui de l'HUICOMA 122 440 (0,74). Aussi irascible et bizarre que cela puisse paraître, jusqu'à ce jour aucune trace (chèque, bordereau ou transfert de fonds) n'a pu être établie prouvant que le trio dévastateur (Aliou Tomota Babou Yara et Hadja Mouye Sanogo) a bien acheté la cession du bloc majoritaire de l'Huilerie cotonnière du Mali (HUICOMA). L'autre hic c'est qu'il ne figure nulle part dans le protocole d'accord dont nous disposons d'une copie que le trio infernal a payé les neuf milliards de Cfa soit le prix des actions qui ont fait l'objet d'un appel d'offres.

**Source : Ciwara Infos**

### **Humanitaire et reconstruction : les miniers apportent plus de 1,7 milliard de cfa**

En réponse à l'appel du chef de l'Etat, la Chambre des mines du Mali a remis hier au président de la république par intérim, Dioncounda Traoré, un chèque de 1,775 milliard de Fcfa comme contribution de la branche à l'effort de guerre. C'est le ministre des Mines, Amadou Baba Sy, qui a symboliquement remis le chèque au chef de l'Etat au nom des opérateurs miniers en présence de Abdoulaye Pona, le président de la Chambre des mines du Mali. Cette opération répond à l'appel à la solidarité nationale, lancée par Dioncounda Traoré, en faveur de notre pays et de l'armée malienne dans sa lutte contre le terrorisme et les narcotrafiquants. Le président de la Chambre des Mines du Mali a évoqué un geste de solidarité agissante. Promettant que d'autres actions suivront, le ministre Sy a précisé que cet argent ira aux actions humanitaires et à la remise en route des services de base, à la différence des autres dons qui sont directement injectés dans l'effort de guerre.

**Source : L'Essor**

## **Société**

### **Menaka : Les transporteurs et les commerçants boudent le marché de Tinsadimata**

Suite à l'attaque perpétrée par des éléments du MNLA, les transporteurs et les commerçants de Ménaka ont décidé de ne pas participer à la foire hebdomadaire de Tinsadimata (une localité dominée par les séparatistes) ce mercredi 10 avril. Cette décision est la réponse radicale des transporteurs et commerçants de Ménaka après l'attaque d'un camion en provenance d'une foire hebdomadaire.

**Source : divers titres**

### **En Mauritanie, 74.000 Maliens échoués dans le désert ont besoin d'aide, alerte MSF**

Fuyant la guerre et les haines ethniques, ils sont 74.000 Maliens réfugiés en plein désert mauritanien, l'eau manque, la mortalité infantile dépasse le seuil d'urgence: dans le camp de Mbéra, prévient Médecins sans frontières (MSF), l'aide humanitaire déployée est insuffisante. La guerre au Mali a commencé en janvier 2012, lorsque la rébellion touareg a pris le nord du pays avant d'être supplantée par des groupes islamistes armés. L'armée française est intervenue le 11 janvier pour aider l'Etat malien menacé de désintégration, et poursuit depuis ses opérations dans le nord. Le conflit a entraîné le déplacement de plus de 270.000 personnes au Mali même, tandis que 170.000 autres se sont réfugiées dans les pays voisins (essentiellement Burkina Faso, Mauritanie et Niger), selon les Nations Unies. Dans le désert mauritanien où les températures atteignent 50 degrés à l'ombre, le camp de réfugiés de Mbéra accueille 74.000 malheureux échoués dans le désert, selon le titre d'un rapport de MSF diffusé vendredi, chassés par les combats, la haine ethnique, l'insécurité alimentaire et l'effondrement des services de base. Le document évoque leur situation extrêmement précaire car ils sont totalement dépendants de l'assistance extérieure pour leur survie. Sur la frontière mauritanienne, de nombreux villages maliens ont été partiellement ou totalement désertés par leurs populations, avait constaté un journaliste de l'AFP en février.

**Source: Romandie.com**

## **Education**

### **PADES : de nouvelles perspectives avec**

Après les délégations de l'Ambassade du Venezuela et du bureau permanent de l'UEMOA, le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a reçu hier jeudi une mission de l'ONG Niche des Pays Bas. Cette rencontre élargie avec les structures, projets et programmes a permis à la partie Hollandaise de se faire une idée précise de l'évolution technique des réformes de l'enseignement supérieur malien pour lesquelles elle apporte son soutien.

Ces réformes vont concourir à autonomiser les institutions d'enseignement, améliorer leur gestion et leur système de financement. Le cas de l'IPR de Katibougou a été exposé comme étant un des modèles les plus avancés en matière d'élaboration de plans stratégiques de développement. Ce modèle prend en compte la gouvernance, l'offre de formation, la recherche, le financement, l'assurance qualité et la communication entre autres.

**Source : MESRS**

## Sport

### **Classement FIFA (avril 2013): le Mali 26e avec 826 points**

La Tunisie a grimpé de 3 positions sur le classement mondial mensuel des sélections nationales de football publié jeudi par la Fédération internationale de football (FIFA). Les "Aigles de Carthage" s'envolent ce mois pour atteindre la 41e position avec 647 points. Sur le plan africain, la Tunisie vient à la 6e position après le Côte d'Ivoire 12e avec 1008 points, le Ghana 22e avec 874 points, le Mali 26e avec 826 points, le Nigéria 31e avec 757 points et l'Algérie 35e avec 735 points, d'après le site officiel de la FIFA. L'édition avril 2013 de ce classement a été marquée par l'entrée au TOP 10 de l'Equateur et la performance de la Croatie qui grimpe à la 4e position faisant un élan de 5 positions. Toutefois, le trio de tête reste désormais intact dirigé par l'Espagne suivie de l'Allemagne (2e) et de l'Argentine (3e). Pour ce mois, le classement FIFA a pris en considération 120 rencontres internationales dont 83 étaient des matchs de qualification pour le Mondial brésilien en 2014 et 20 autres disputés pour le compte de la Coupe de l'AFC (Confédération asiatique de football). Les 17 matches restants étaient des rencontres à titre amical.

**Source: Xinhua**

## Divers

### **Industrie alimentaire : Mali-lait sa au cœur d'une grande supercherie**

Que vaut donc le Label NONO KENE alors que sur l'emballage, on précise davantage qu'il s'agit du lait frais reconstitué avec de l'eau, de la poudre de lait, etc. ? Il est grand temps que les autorités prennent leurs responsabilités pour ramener notre société laitière à la raison. Créée au cours des années 70 en vue de promouvoir le secteur du lait en République du Mali (pays à vocation agro-pastorale), la Société Mali-Lait se débat quarante ans après dans un tourbillon de difficultés à cause de la qualité des nombreux produits mis sur le marché. En effet, la Société est malheureusement handicapée et serait aujourd'hui en mal d'inspiration. La parfaite illustration vient de la part des consommateurs eux-mêmes lesquels se plaignent de plus en plus, affirmant qu'ils ne reconnaissent plus le bon goût de l'île après avoir bu du Mali-lait.

**Source: L'Agora**

### **Banakabougou : Abdoulaye Traoré tente d'empoisonner sa patronne**

La cours d'assise dans son audience du vendredi 5 avril avait au rôle une tentative d'empoisonnement. Au soir du 10 janvier 2012, dans le quartier de Banakabougou, Kadidia Harby au moment de prendre la bouillie que lui avait préparé son aide-ménagère, elle sent une mauvaise odeur qui s'y dégageait. Néanmoins, Kadidia prend une gorgée et ressent aussitôt des brûlures dans sa gorge. Elle fait goûter la bouillie par son époux, son employé du nom d'Abdoulaye et deux mécaniciens dont le garage est situé devant son domicile. Ils reconnaissent tous la présence d'un produit chimique dans la bouillie. Pendant qu'elle faisait goûter la bouillie, elle remarqua que son employé avait l'air stressé. Elle le soupçonne et commence à lui mettre la pression. Les deux mécaniciens viennent la réconforter dans son doute car, ils déclareront avoir vu une bouteille d'acide avec Abdoulaye. Son époux porte plainte contre Abdoulaye Traoré. A la question de Yaya Togola, président de l'audience s'il reconnaissait les faits à lui reproché, il dira ne pas reconnaître les faits. Mais, il reconnaît avoir acheté de l'acide sans pouvoir dire à la barre l'usage qu'il allait en faire. Le conseil de l'accusé dans sa plaidoirie dira qu'il n'existe aucune preuve contre son client. Il a tout simplement demandé sa libération. Après les débats, Abdoulaye Traoré a été condamné à 5 ans de réclusions.

**Source: L'Express de Bamako**



## Rumeurs

### **Foncier : menace d'amputation sur le crra de Sotuba**

La spéculation foncière a encore des beaux jours devant elle dans le District de Bamako où les litiges fonciers représentent une part très importantes des contentieux au niveau de l'administration d'une part et des tribunaux d'autre part. La terre constitue une des principales sources de rentrée d'argent pour les mairies et les préfectures. Il est courant de voir une équipe municipale nouvellement élue ou un préfet qui vient de prendre service procéder à des morcellements, lotissements sur des espaces relevant de leurs domaines fonciers de compétence. Au mépris des précédents morcellements ou lotissements. Des espaces jadis morcelés ou lotis se voient plusieurs fois réattribués avec des titres de propriétés « réguliers ». C'est un souci de ce type qui oppose le Centre régional de recherches agronomiques de Sotuba (CRRA) et les sociétés Banga et Komé immobilières. (Voir l'Essor du 8 novembre 2012). Pour attirer l'attention sur les risques d'expropriation de leurs terres, la section syndicale de l'IER a observé une première grève de 72 heures, du 3 au 5 avril. Depuis mercredi, elle observe une autre grève de 72 heures. En 2006, l'Etat a vendu aux sociétés immobilières Banga et Komé une parcelle d'une soixantaine d'hectares à Gouana, village situé dans la zone aéroportuaire. A la grande surprise des promoteurs, notamment le président directeur général de Banga Immobilière, Hadi Niangadou, et son homologue de Komé Immobilière, Chérif Haïdara, ces parcelles ont été occupées par des personnes qui détiennent des permis d'occuper pour certains et d'autres ne disposant d'aucun titre.

*Source : L'Essor*

## Etranger

### **Khartoum et Juba: relancer les accords de paix?**

Le président soudanais Omar el-Béchar est attendu ce vendredi 12 avril à Juba, la capitale du Soudan du Sud, avec plusieurs ministres et de nombreux officiels. Nordistes et sudistes, qui ont fait la guerre pendant 22 ans quand ils étaient dans le même Etat, ne parviennent pas réellement à faire la paix depuis qu'ils se sont séparés en 2005. De nouveaux textes signés en mars tentent de lancer l'application des précédents accords. Après la visite qu'il avait effectuée à Khartoum, en octobre 2011, le président du Soudan du Sud Salva Kiir avait invité Omar el-Béchar à venir à Juba, capitale du tout nouvel Etat indépendant. La dégradation des relations entre les deux voisins, les vicissitudes dans l'application des accords de paix, les accrochages (même) entre troupes nordistes et sudistes ont contraint le président soudanais à reporter, plusieurs fois, la visite.

*Source : RFI*